

Les Etats-Unis menacent l'Afghanistan et n'excluent « aucune option »
Article paru dans l'édition du 15.09.01

Le président Bush a promis de « conduire le monde à la victoire » contre le terrorisme. Oussama Ben Laden est clairement désigné. Le Congrès s'apprête à voter les crédits nécessaires à une intervention militaire. La crainte de nouveaux attentats est vive aux Etats-Unis, où les manifestations de patriotisme se multiplient

TERRORISME Les Etats-Unis se préparent à une « guerre » contre un ennemi mal identifié. Intervenant à la Maison Blanche, jeudi 13 septembre, le président George W. Bush a promis de « conduire le monde à la victoire » contre le terrorisme. **LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT** Colin Powell a, de son côté, clairement cité Oussama Ben Laden comme premier suspect des attentats à l'avion-suicide de mardi 11 septembre à New York et Washington. **PLUSIEURS PERSONNES** ont été arrêtées jeudi dans deux aéroports de New York, alimentant la crainte d'autres attentats en préparation. **L'un des suspects était porteur d'une fausse licence de pilote. LES CHEFS D'ÉTAT et de gouvernement des quinze pays de l'Union européenne ont publié une déclaration solennelle pour exprimer une nouvelle fois la « solidarité » de l'Europe à l'égard des Américains.**

LA PRESSION monte sur l'Afghanistan, pays de résidence d'Oussama Ben Laden, au moment où les responsables américains affirment, avec une détermination plus grande que jamais, leur volonté d'exercer des représailles sur les Etats qui donnent asile aux terroristes. Si les plus hauts dirigeants américains évitent encore d'être trop explicites sur leurs intentions, des responsables de rang moins élevé laissent entendre que la réponse des Etats-Unis pourrait être terrible. « Nous allons conduire le monde à la victoire » sur le terrorisme, a déclaré le président Bush, ajoutant que les Etats-Unis recevaient « l'approbation universelle » des dirigeants étrangers. Il a cependant ajouté que cette « guerre » était une « nouvelle sorte de guerre ». Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a ajouté pour sa part que « toutes sortes de moyens », militaires mais aussi économiques, politiques, diplomatiques ou financiers pouvaient être utilisés. Mais le sous-secrétaire d'Etat Paul Wolfowitz n'a pas hésité à dire que les Etats-Unis n'avaient pas seulement l'intention d'arrêter les coupables, mais aussi de « supprimer les Etats » (« end states ») qui soutiennent le terrorisme. Un autre haut responsable américain à qui l'on demandait si l'usage d'armes nucléaires était imaginable, a répondu qu' « aucune option » n'était exclue. Pour l'instant, les Etats-Unis ont demandé au Pakistan l'autorisation d'utiliser son espace aérien - manière de confirmer qu'une action contre l'Afghanistan voisin était envisagée.

Les Etats-membres de l'Alliance atlantique, après avoir accepté d'assister les Etats-Unis victimes d'une agression, entendent garder la possibilité de déterminer quelle forme donner à cette assistance. « Il devra y avoir des consultations et des décisions à propos de ce que [les Etats-Unis] entendent faire et comment chaque allié entend répondre », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson. « La réponse du pays attaqué » a-t-il ajouté, « doit être proportionnée à l'attaque » (lire page 3). . A Kaboul, où la peur d'une attaque américaine est de plus en plus sensible, les fidèles de Ben Laden et des militants arabes ont quitté la capitale pour tenter de se mettre à l'abri. Presque tous les Occidentaux ont aussi quitté la ville. S'efforçant de toute évidence d'éviter le feu américain, le chef suprême des talibans, Mollah Omar, a fait valoir que Ben Laden n'avait pas les moyens d'organiser les attaques contre New York et Washington, qui étaient « le travail d'un gouvernement », et il a reproché aux Etats-Unis d'accuser Ben Laden « sans preuve » (lire page 5). . C'est pourtant bien sur Oussama Ben

Laden que se concentre pour l'instant l'attention de tous, même si le secrétaire d'Etat, Colin Powell, l'a sobrement décrit comme étant « sur la liste des candidats » pouvant être identifiés comme responsables des attaques. L'ancien militant de la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan, soutenu à l'époque par la CIA, dispose d'un vaste réseau de sociétés-écrans, aussi bien au Pakistan que dans les pays du Golfe (lire page 4) . . Aux Etats-Unis, la situation revient progressivement à la normale, mais dans une ambiance de patriotisme exalté, de mobilisation générale. Il ne faut pas « avoir peur de vivre », a déclaré Colin Powell, qui décidément paraît apporter un élément de calme et de pondération au sein de l'administration. Mais l'annonce que le vice-président, Dick Cheney, s'est installé « par mesure de sécurité » à Camp David, à plus de cent kilomètres de Washington, n'est certainement pas faite pour calmer les esprits. Un peu partout dans le pays, on signale des agressions anti-arabes, physiques ou verbales, contre lesquelles s'est élevé le président Bush, tandis qu'à New-York apparaissaient des t-shirts « Bombardons les Arabes, ils doivent tous mourir » (lire ci-dessous et page 6) . . L'enquête sur les auteurs de l'attentat est menée à très grande échelle, non seulement aux Etats-Unis mais dans plusieurs autres pays, notamment en Allemagne. Certains indices peuvent laisser supposer qu'une cinquième tentative de détournement avait été lancée mardi 11 septembre. Jeudi, plusieurs personnes détentrices de billets « open » et qui avaient voulu prendre l'avion, mardi, sur des vols reliant la côte Est à la Californie ont été arrêtées alors qu'elles voulaient prendre l'avion pour la même destination. Selon certaines informations non confirmées, certaines d'entre elles auraient été munies de couteaux et de documents attestant qu'elles avaient suivi des cours de pilotage. Mais un grand nombre d'autres informations alarmantes apparues depuis mardi ont été entre-temps démenties.